



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5, alinéa 1, du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	91 937 505,93 €
- résultat d'investissement hors reports :	-20 516 031,59 €
- solde des reports d'investissement :	-49 637 740,33 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	70 153 771,92 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, par arrêté préfectoral en date du 5 juin 2019, le SIEL, syndicat mixte des étangs littoraux, dont la Métropole était membre, a fait l'objet d'une dissolution au 1^{er} janvier 2019, la compétence GEMAPI étant désormais exercée en propre par la Métropole. La convention pour la liquidation du syndicat prévoit les modalités budgétaires et comptables de la dissolution. Le compte administratif et le compte de gestion ayant été adoptés, les résultats du syndicat doivent être répartis entre les trois EPCI membres.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole doit reprendre 47,12% des résultats de fonctionnement et d'investissement du SIEL (clé de répartition établie en fonction des statuts du SIEL), soit 28 066,64 € en fonctionnement et 8 746,24 € en investissement (la convention pour la liquidation du syndicat comporte une erreur matérielle, il faut lire 8 746,24 € en lieu et place de 8 746,64 €).

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole à la section d'investissement pour un montant de 70 153 771,92 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 21 783 734,01 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	20 516 031,59 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	70 153 771,92 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	21 783 734,01 €
- transférer les résultats de clôture du SIEL dans chaque section respective du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	8 746,24 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	28 066,64 €
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 26 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92043-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.